Cahier d'acteurs #4

Atelier IGN à Nancy

21 mars 2017

*Quelles informations géographiques et
forestières pour soutenir la filière forêt-bois ?*

Pourquoi les Ateliers de l'IGN ?

La création des «Ateliers de l'IGN» en 2014 est partie d'un constat. Celui de l'essor des technologies mobiles de communication qui place, aujourd'hui, l'information géolocalisée au cœur de notre vie quotidienne. Elle touche sans exclusive tous les secteurs, qu'ils soient économique, administratif, industriel ou social, et elle évolue dans son mode de production, d'utilisation et de diffusion. La première édition lancée en 2014 comportait trois rencontres qui se sont déroulées au siège de l'IGN à Saint-Mandé. Elles se sont conclues par la formulation de 9 propositions issues de ces ateliers et la remise d'un cahier d'acteurs à la Secrétaire d'Etat au numérique à l'automne 2014.

La transformation numérique inédite que connaît notre société, passant en très peu de temps d'une société de l'information à une société de l'information géolocalisée, place la composante géographique au centre de l'échiquier. Le contexte législatif marqué par la nouvelle organisation administrative définie par la loi NOTRe et l'accélération de l'ouverture des données publiques engagées par le gouvernement dans le cadre des lois Valter et Lemaire, nous conduisent collectivement à réinterroger nos pratiques, nos manières de faire, nos modalités de travail et nos stratégies partenariales.

Dans ce contexte, l'IGN, en tant qu'opérateur de référence et acteur public du numérique pour l'information géographique et forestière et la description multi-thèmes du territoire, entend prendre toute sa place pour susciter le débat, favoriser les échanges et encourager l'émergence de solutions novatrices autour de ces problématiques.

C'est pour répondre à ces impératifs que les cinq directions interrégionales de l'IGN, comme celle couvrant le nord-est de la France, dirigée par Gérard Blin, mènent un travail de concertation permanent avec les acteurs publics locaux, en particulier dans le cadre des comités régionaux de programmation. L'objectif est de bâtir un programme annuel au plus près des besoins des territoires en identifiant les synergies, en mutualisant les efforts de production tout en garantissant une cohérence nationale.

C'est dans cet état d'esprit, que j'ai décidé de reprendre le principe des «Ateliers de l'IGN» en organisant de nouvelles rencontres, cette fois davantage ancrées dans des problématiques territoriales et qui répondent au plus près aux attentes de nos concitoyens.

Daniel BURSAUX, Directeur général de l'IGN

**La filière forêt-bois est
au cœur d'enjeux majeurs**

Organisé le 21 mars 2017, à l'occasion de la journée internationale des forêts 2017, l'atelier de l'IGN à Nancy a réuni les principaux acteurs régionaux de la filière forêt-bois et des représentants nationaux. Cette filière, dont le caractère stratégique est reconnu, repose sur une ressource forestière abondante dans la région Grand Est représentant 1,9 million d'hectares de forêts et 377 millions de mètres cubes de bois sur pied.

La filière forêt-bois est au cœur d'enjeux économiques, énergétiques, climatiques, environnementaux et sociétaux majeurs qui concernent l'ensemble de la société. A ce titre, la description de l'amont forestier mobilise particulièrement les équipes de l'IGN. Avec ses deux pôles nationaux d'expertise, le pôle écologie forestière basé à Bordeaux et le pôle ressources forestières et carbone basé à Nancy, le Service de l'Inventaire Forestier et Environnemental (SIFE) basé à Nogent-sur-Vernisson et le Laboratoire d'Inventaire Forestier (LIF), laboratoire de recherche également basé à Nancy, l'IGN est un acteur incontournable de la filière en lui apportant des informations de référence et une expertise unique.

Le débat du 21 mars 2017, engagé autour de la problématique « Quelles informations géographiques et forestières pour soutenir la filière forêt-bois ? », a permis de dresser un état des lieux des besoins des acteurs économiques, institutionnels et sociaux, d'évoquer les solutions pour y répondre et d'envisager des perspectives notamment autour des technologies de demain.

Les débats ont bénéficié de la diversité des points de vue et des besoins spécifiques des participants, en lien avec la diversité de leurs métiers au sein de la filière. Ils ont également été l'occasion de partager les nombreuses expertises. A l'issue de ces échanges très denses dont les principaux axes sont rappelés ci-dessous, des propositions ont été formulées lors de l'Atelier IGN que nous présentons pour la première fois dans ce cahier.

Très bonne lecture,

Gérard BLIN, Directeur interrégional nord-est de l'IGN

PRINCIPAUX AXES DE DISCUSSION

Appréhender une filière multifonctionnelle aux usages variés

La filière forêt-bois est au cœur d'enjeux majeurs pour la société. Elle participe au dynamisme des territoires en générant des emplois dans les milieux ruraux. Elle joue un rôle largement reconnu dans les transitions climatiques, écologiques et énergétiques. Elle est aussi un lieu de récréation et de loisirs. Les forêts font ainsi l'objet de nombreuses attentes et pour réussir à appréhender au mieux cette diversité, tout en s'assurant de l'approvisionnement durable des multiples consommateurs de bois (matériau, industrie, énergie), il est essentiel de décliner ce principe de multifonctionnalité aux différents échelons d'actions, allant du territoire régional au cœur des massifs forestiers. Face à la complexité induite par la multifonctionnalité au niveau de la gestion, les acteurs économiques de la filière et les usagers de la forêt doivent pouvoir appuyer leurs plans d'actions sur des éléments de diagnostics partagés. Ces informations doivent être partagées et expliquées aux citoyens.

« Le principe de multifonctionnalité doit être décliné à l'échelle de la proximité. Cela implique de développer un dialogue constructif avec les personnes qui ont une préoccupation environnementale forte. Il y a donc une information réciproque à donner et il y a forcément débat, mais je crois qu'il est plus sage, dans le contexte global de changement climatique, de décliner ce principe de multifonctionnalité à l'échelle humaine. »

Pierre Grandadam, Président, Association des communes forestières d'Alsace

« La filière est à la croisée des chemins des politiques énergétiques. Aujourd'hui la première source d'énergies renouvelables en France est le bois, et elle le restera encore pour de nombreuses années. Il y a donc de fortes attentes qui pèsent sur nous et qui nous font nous poser toute une série de questions : la ressource est-elle présente ? Est-elle mobilisable ? Pour quels usages ? »

Sacha Jung, Délégué général, FIBOIS Alsace (Fédération Interprofessionnelle Forêt-Bois)

« Au-delà des données liées à la filière et à l'économie, il serait nécessaire d'avoir un certain nombre d'indicateurs en matière de suivi écologique, ou des facteurs de risques qui peuvent, assez brutalement, faire varier la disponibilité forestière. Je pense à la santé des forêts, aux évolutions climatiques, ou aux déséquilibres forêt-gibier, qui sont, notamment dans le Grand Est, un souci pour les gestionnaires forestiers. »

Albert Maillet, Directeur des forêts et des risques naturels, ONF

« La société civile doit mieux accompagner le développement des activités forêt-bois. Il est important de former des professionnels plus communicants. L'enjeu général est d'intégrer la filière forêt-bois dans la société de la connaissance, alors même qu'elle a été marquée par la culture du secret. »

Meriem Fournier, Directrice déléguée, AgroParisTech Centre de Nancy

Les propositions de l'Atelier

- Construire, en partenariat avec les acteurs régionaux, des indicateurs de suivi de la gestion durable des ressources forestières et des écosystèmes forestiers adaptés aux contextes territoriaux. Ils serviraient d'alerte dans le contexte des transitions climatiques, énergétiques et écologiques.

Disposer d'informations complémentaires sur les ressources en bois aux différentes échelles d'actions

En décrivant de manière continue la forêt française, son évolution et les conditions d'exploitabilité des ressources en bois, l'inventaire forestier national fournit, à l'échelle nationale, les statistiques nécessaires à la planification des politiques publiques relatives à l'amont forestier. Pour mobiliser les bois, les opérateurs économiques des territoires ont besoin d'informations précises et détaillées au niveau des bassins d'approvisionnement et des massifs forestiers. Où se trouvent les volumes de bois additionnels ? Quelles sont leurs caractéristiques techniques ? Comment exploiter ces bois ? L'enjeu est de développer des systèmes d'informations multi-échelles interopérables et mis à jour périodiquement, pour permettre de naviguer facilement entre les niveaux d'actions. Le recours aux services innovants basés sur les nouvelles technologies de l'information et le partage des informations détenues par les différents acteurs est un enjeu important pour la filière. Leur développement fait à ce jour l'objet de travaux de recherche et d'actions d'ingénierie.

« Dans le cadre de ses nouvelles compétences conférées par la loi NOTRe, la Région Grand Est prépare le contrat de filière bois où les sujets sont abordés sous l'angle de la compétitivité de l'ensemble des maillons de la filière, de l'amont à l'aval. Les données sur les ressources forestières permettent d'étayer les actions et projets qu'on veut voir mener à terme, et les soutiens qui sont liés. »

Anne-Sophie Blondel, Adjointe au directeur de l'agriculture et de la forêt, Région Grand Est

« Nous avons besoin de données précises pour nous aider à prendre des décisions sur nos investissements, par exemple sous la forme de schémas qui permettent d'évaluer la ressource. »

Michel Kuhn, Responsable des Achats Bois et Bois énergie, Norske Skog Epinal Golbey

« En plus des informations pour fonder les politiques nationales et régionales, la mobilisation des bois requiert des informations à l'échelle des massifs et des parcelles. On a besoin du temps réel et de la parcelle, on veut savoir où est l'aire de stockage, où sont les facilités pour circuler. »

Alain Lefeuvre, Directeur, CRPF Grand Est

« J'aurais tendance à ne pas opposer les échelles, puisque de fait, elles sont véritablement complémentaires. Le gestionnaire raisonne sur des actions qu'il va mener à court terme, pour l'industriel, ça va être une autre échelle, c'est garantir la rentabilité de son investissement sur quelques années, et pour l'État et les Régions, c'est orienter les politiques de soutien et de développement de la filière. »

Benoît Fabbri, Directeur adjoint, DRAAF Grand Est

« A l'heure du big data, comment pourrait-on enrichir, au niveau régional, les données IGN mesurées suivant un protocole précis, avec des masses de données de toute sorte qui sont peut-être moins

cohérentes mais qui existent par ailleurs et qui souvent ne sont pas suffisamment valorisées ? »

Hervé Le Bouler, Responsable Réseau Forêt, France Nature Environnement

« A la différence d'autres grands pays forestiers, il n'existe pas en France les trois niveaux d'inventaire nécessaires pour répondre localement aux questions des acteurs impliqués dans la gestion et la valorisation opérationnelle des bois. Il faut partir du dispositif national, autour duquel les nouveaux échelons régionaux et locaux, enrichis en données métier spécifiques, doivent être articulés. Les nouvelles solutions impliquent de mobiliser des technologies innovantes, en combinant différentes sources d'informations pour produire des données à haute résolution. Le LIDAR aérien est une option technologique prometteuse, qui fait à ce jour l'objet de travaux de recherche à l'IGN. »

Jean-Michel Leban, Directeur de recherche, INRA

« L'apport des nouvelles technologies doit permettre d'optimiser l'investissement humain qui est fait au sol. »

Albert Maillet, Directeur Forêts et risques naturels, ONF

« L'enjeu est de développer des solutions techniques permettant, sans dépenser plus, de faire mieux ou d'être plus complet à l'échelle des bassins d'approvisionnement. L'échelle des résultats doit rester adaptable car les attentes des filières évoluent. Il est nécessaire de mettre en place des moyens nouveaux, complémentaires de l'inventaire actuel. »

Philippe Monchaux, Directeur du Pôle Première Transformation Approvisionnement, FCBA

« Il serait intéressant pour l'IGN d'organiser un groupe de travail avec les industriels, les coopératives et les gestionnaires forestiers pour leur permettre d'explicitier précisément leurs besoins en matière de données d'inventaire et de résolution spatiale. Il faut partir des besoins exprimés en région, plus opérationnels qu'au niveau national, et d'exemples concrets pour évaluer leur faisabilité. »

Nathalie Barbe, Sous-directrice adjointe des filières forêt-bois, cheval et bioéconomie, MAAF

Les propositions de l'Atelier

- Poursuivre les travaux de recherche sur les méthodes d'inventaires multi-sources pour améliorer la résolution locale des résultats d'inventaire, en prenant en compte les besoins des acteurs.
- Construire, en partenariat avec les acteurs régionaux, des démonstrateurs partagés sur l'évaluation des ressources forêt-bois à différentes échelles. Ils seraient centrés sur les données statistiques et géographiques de l'IGN, mobiliseraient les données déjà disponibles chez les opérateurs, et exploiteraient les méthodes basées sur le LIDAR aérien et la télédétection au fur et à mesure des résultats de la recherche.

Renforcer la concertation entre les acteurs économiques pour faciliter le partage d'informations spatiales harmonisées

A l'heure de la transition numérique, les nouveaux outils mis à disposition des acteurs doivent permettre de faciliter les échanges de données entre les différents maillons de la filière, en diminuant les délais de transmission et en proposant des rendus directement opérationnels, notamment sous la forme de cartes détaillées. Pour pérenniser les approvisionnements en bois et veiller à la durabilité des ressources et des écosystèmes, les professionnels de la filière ont besoin d'une meilleure traçabilité des flux de bois, de la parcelle jusqu'à l'usine ou la chaufferie. Ces outils doivent également leur permettre de mieux répondre aux obligations légales qui leur incombent. Pour ce faire il est fondamental de favoriser la concertation entre les acteurs et de développer la remontée et le partage des informations qu'ils collectent directement sur le terrain. Afin de labelliser ces connaissances métier, il importe que les données puissent être agrégées de manière cohérente, c'est-à-dire qu'elles s'appuient, pour leur acquisition, sur des référentiels géographiques et sur des protocoles et des définitions communs ou harmonisés.

« Nous avons besoin d'avoir la traçabilité des bois de nos fournisseurs, d'où ils proviennent, de disposer de supports cartographiques pour situer correctement nos coupes et des emplacements des piles de bois que l'on achète. Ces données cartographiques seraient essentielles à la certification des produits de la forêt. »

Michel Kuhn, Responsable des Achats Bois et Bois énergie, Norske Skog Epinal Golbey

« Aujourd'hui, nous rencontrons un problème de traçabilité de la ressource, notamment au niveau de la procédure qui est déclarative par les fournisseurs et qui n'est, par conséquent, pas une donnée sûre. Or, il y a une nécessité de garantir l'origine des produits pour permettre à l'administration de faire des recoupements et contrôles plus précis tout en s'assurant de ne pas appauvrir certains secteurs. Un système d'information géographique plus fiable permettrait d'éviter un déséquilibre d'ici quinze ans, qui pourrait porter préjudice aux filières biomasse qui se sont structurées sur des quantités de ressources mobilisables sur le long terme et réservées pour leurs usages. »

Michel Wannemacher, Directeur développement et énergies renouvelables, UEM chaufferie bois de Metz

« En début de saison, nous ne connaissons pas le niveau de la ressource disponible ni le calendrier des livraisons pour l'ensemble des industries et l'exportation. Ce sont des éléments qui manquent et qui théoriquement devraient exister dans les centres de gestion. »

Didier Daclin, Président, Fransylva 57 (Forestiers Privés de la Moselle)

« Tous les industriels ont besoin d'informations géolocalisées pour la prospection et l'exploitation des bois, dans une logique de réduction des coûts. La

mise à disposition, auprès de certains opérateurs, du cadastre numérisé a permis de diminuer le temps de prospection. Une meilleure connaissance de l'état des sols permet de mieux organiser les chantiers, et de limiter les dégâts engendrés. On voit aussi l'importance de la cartographie pour garantir l'origine PEFC ou FSC des approvisionnements. Les possibilités de l'IGN, avec le croisement des couches de données dont il dispose ou auxquelles il a accès grâce aux organisations avec lesquelles il est en relation, sont à mon avis très intéressantes pour le développement de la filière bois. »

Philippe Monchaux, Directeur du Pôle Première Transformation Approvisionnement, FCBA

Les propositions de l'Atelier

- Favoriser le développement d'outils collaboratifs pour la collecte de données chez les professionnels de la filière bois et chez les propriétaires forestiers, appuyés sur les référentiels géographiques de l'IGN.
- Développer une plateforme commune sur l'information liée à la forêt publique et privée, qui sera un lieu d'échanges communs de toutes les informations détenues par les différents établissements

Développer avec les acteurs de la filière une base de données géographique nationale sur la desserte forestière

Une collaboration accrue entre tous les acteurs, publics et privés, travaillant en forêt, notamment par la mutualisation de l'effort de collecte de données sur le terrain, permettrait d'accroître la compétitivité de la filière. Pour répondre à cet enjeu, l'IGN et le FCBA portent un projet fédérateur d'établissement d'une cartographie numérique partagée des dessertes forestières à l'échelon national prenant en compte les travaux menés dans de nombreuses régions.

« L'amélioration de la performance de la filière bois passe notamment par une meilleure connaissance de la desserte forestière, pour permettre aux grumiers d'aller chercher plus efficacement le bois, par exemple grâce à la géolocalisation des piles de bois en forêt. »

Sacha Jung, Délégué général, FIBOIS Alsace (Fédération Interprofessionnelle Forêt-Bois)

« Il nous manque un maillon essentiel pour faire en sorte que tout se regroupe et que la mobilisation des bois soit facilitée. La desserte forestière faciliterait beaucoup les choses. »

Cédric Ostailier, Responsable de l'atelier cartographie, Forêt & Bois de l'Est

« Les itinéraires autorisés de certains départements ne sont pas compatibles entre eux, et cela complique beaucoup le travail des transporteurs. L'utilisation des référentiels géographiques de l'IGN mettrait en évidence les incohérences de connexion et permettrait de les améliorer. Une base de données nationale sur les dessertes forestières devrait aussi contenir des informations sur la praticabilité des chemins pour les grumiers, avec une mise à jour en temps réel par les différents acteurs de la filière bois et forêts. Ce serait là des gains très importants pour la profession.

Parallèlement, il y aurait un intérêt supplémentaire à disposer d'outils d'aide à la navigation, qui existent déjà par certains biais, mais pas sur la cartographie IGN au 1/25 000.»

Rose-Marie Rochatte, Gérante, Société des transports ROCHATTE - Vice-Présidente, Groupement des transporteurs forestiers d'Alsace-Lorraine

« Aujourd'hui l'enjeu principal est de développer des applications qui permettent de valoriser les données brutes, qui deviennent très abondantes dans la filière forêt-bois, dans des offres de service expertes directement opérationnelles. Ces services innovants doivent croiser diverses sources de données, les données de terrain, celles issues des nouvelles technologies de l'information, et les expertises métier des différents acteurs de la filière. »

Meriem Fournier, Directrice déléguée, Centre AgroParisTech de Nancy

Les propositions de l'Atelier

- Etablir une cartographie numérique partagée des dessertes forestières à l'échelon national, appuyée sur les référentiels géographiques de l'IGN, alimentée par les données métier collectées par les opérateurs publics et privés travaillant en forêt et prenant en compte les données existantes en région.

LISTE DES PARTICIPANTS

Nathalie BARBE	<i>Sous-directrice adjointe des filières forêt-bois, cheval et bioéconomie - Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF)</i>
Gérard BLIN	<i>Directeur interrégional nord-est - IGN</i>
Juliette BOIFFIN	<i>Ingénieur SIG - Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) Grand Est</i>
Anne-Sophie BLONDEL-BONNIN	<i>Adjointe au directeur de l'agriculture et de la forêt - Région Grand Est</i>
Daniel BURSAUX	<i>Directeur général - IGN</i>
Antoine COLIN	<i>Responsable du département expertise forestière - IGN</i>
Sylvestre CORNEVAUX	<i>Collaborateur parlementaire du Sénateur Philippe Leroy - Sénat</i>
Didier DACLIN	<i>Président - Fransylva 57 (Forestiers Privés de la Moselle)</i>
Benoît FABBRI	<i>Directeur adjoint - DRAAF Grand Est</i>
Meriem FOURNIER	<i>Directrice déléguée - Centre AgroParisTech de Nancy</i>
Pierre GRANDADAM	<i>Président - Association des communes forestières d'Alsace</i>
Sacha JUNG	<i>Délégué général - FIBOIS Alsace (Fédération Interprofessionnelle Forêt-Bois)</i>
Michel KUHN	<i>Responsable des Achats Bois et Bois énergie - Norske Skog Epinal Golbey</i>
Jean-Michel LEBAN	<i>Directeur de recherche - INRA</i>
Hervé LE BOULER	<i>Responsable du Réseau Forêt - France Nature Environnement</i>
Alain LEFEUVRE	<i>Directeur - Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) Grand Est</i>
Albert MAILLET	<i>Directeur Forêts et risques naturels - ONF</i>
Edith MERILLON	<i>Conseillère forêt - IGN</i>
Philippe MONCHAUX	<i>Directeur du Pôle Première Transformation Approvisionnement - Institut Technologique FCBA</i>
Cédric OSTAILLER	<i>Responsable de l'atelier cartographie - Forêt & Bois de l'Est</i>
Claude PENICAND	<i>Directeur de la stratégie, de l'international et de la valorisation - IGN</i>
Rose-Marie ROCHATTE	<i>Gérante - Société des transports ROCHATTE Vice-Présidente - Groupement des transporteurs forestiers d'Alsace-Lorraine</i>
Julie THOMAS	<i>Ingénieur économie forestière - Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) Grand Est</i>
Michel WANNENMACHER	<i>Directeur développement et énergies renouvelables - UEM chaufferie bois de Metz</i>